



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION**

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 766 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** les 6 centres d'éducation populaire (CEP) de Montréal logés dans des immeubles excédentaires du Centre de services scolaire de Montréal sont les suivants:

- les Ateliers d'éducation populaire du Plateau;
- le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles;
- le CÉDA de Petite-Bourgogne et St-Henri;
- le Centre éducatif et communautaire René-Goupil de St-Michel;
- le Comité social Centre-sud;
- et le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve;

**CONSIDÉRANT QUE** les CEP vivent dans l'insécurité et la précarité depuis plus de 10 ans afin d'obtenir un financement suffisant et récurrent pour le maintien dans leur immeuble;

**CONSIDÉRANT QUE** les CEP sont établis depuis plus de 50 ans dans des quartiers montréalais à forte concentration de pauvreté;

**CONSIDÉRANT QUE** les CEP ont pour mission d'offrir un lieu d'appartenance, d'entraide, de solidarité, d'apprentissage divers et d'implication citoyenne dans une perspective d'amélioration des conditions de vie de leurs membres et vers une société plus juste;

**CONSIDÉRANT** l'effort de mobilisation constant nécessaire pour se faire entendre par les décideurs du gouvernement;

**CONSIDÉRANT QUE** l'éducation populaire est considérée comme un des 3 piliers de l'apprentissage de l'éducation des adultes aux côtés de la formation générale et de la formation professionnelle;

**CONSIDÉRANT QUE** les CEP vivent des enjeux financiers majeurs qui les mettent à risque.

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec un financement suffisant et récurrent permettant de couvrir les frais d'opération et le loyer ainsi que les sommes nécessaires à l'entretien des bâtiments.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

**Mme Madwa-Nika Cadet, députée de Bourassa-Sauvé au nom de  
Marwah Rizqy  
Députée de Saint-Laurent**

**11 avril 2024**

**Date de signature de l'extrait**